

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/414/Add.4
14 août 1978

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES
DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITES
Trente et unième session

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN
APPLICATION DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA
COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Communication reçue du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
en application de la décision 9 (XXXIV) de la Commission
des droits de l'homme

[Original : anglais]

[6 juillet 1978]

Se référant à la décision 9 (XXXIV) de la Commission des droits de l'homme concernant la "situation des droits de l'homme dans le Kampuchéa démocratique", le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique communique les renseignements ci-après pour examen par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de la Commission des droits de l'homme à sa session de 1978, et par la Commission à sa trente-cinquième session.

Les documents que nous soumettons comprennent une série de rapports sur les entrevues qu'un fonctionnaire de l'Ambassade des Etats-Unis à Bangkok a eues en juin 1978 avec des réfugiés cambodgiens arrivés en Thaïlande depuis octobre 1977. Ce fonctionnaire s'est rendu dans des camps de réfugiés en Thaïlande pour recueillir leurs propos sur les conditions de vie, le système d'administration, la discipline imposée, les exécutions et la situation des droits de l'homme et du citoyen dans le Kampuchéa démocratique d'aujourd'hui. Il a consigné ci-après leurs réponses.

Nous joignons aussi des extraits de rapports que l'Ambassade des Etats-Unis à Bangkok avait établis antérieurement sur les conditions de vie au Cambodge de 1975 à 1977 d'après les propos recueillis lors de nombreux entretiens avec des réfugiés au cours de cette période.

Dans ces documents, qu'il s'agisse de citations de déclarations ou de résumés de témoignages de réfugiés sur la situation dans le Kampuchéa démocratique (voir les première et deuxième parties ci-après), nous n'avons mentionné le nom des réfugiés que s'ils avaient donné leur accord. Sinon, les noms ont été omis afin de protéger les parents et amis demeurés au Cambodge.

Les opinions exprimées par ces réfugiés (première et deuxième parties) n'engagent que leur responsabilité. Le Gouvernement des Etats-Unis n'est pas en mesure de confirmer la véracité de chaque récit. Nous pensons, néanmoins, que leur nombre et leur concordance soulignent la nécessité d'étudier plus avant la situation au Cambodge. Nous souhaiterions que le Gouvernement du Kampuchéa démocratique autorise un organisme neutre et sérieux à mener une enquête sur son territoire. Sinon, il serait souhaitable qu'un organisme international comme la Commission des droits de l'homme rassemble les témoignages et les récits personnels de Cambodgiens ayant quitté leur pays depuis 1975.

Outre les entrevues et les récits de réfugiés que contiennent les première et deuxième parties, nous présentons, dans une troisième partie, des déclarations de fonctionnaires des branches exécutive et législative du Gouvernement américain, y compris la déclaration du 21 avril du Président Carter, qui expriment l'inquiétude de ce gouvernement devant les abus flagrants des droits de l'homme qui auraient été commis au Cambodge. Nous avons reproduit également dans cette partie le texte de deux résolutions sur les violations des droits de l'homme au Cambodge adoptées par la Chambre des représentants ainsi que le procès-verbal de deux auditions de témoins concernant le Cambodge qui ont eu lieu en 1977 devant le Sous-Comité des organisations internationales du Comité des relations internationales de la Chambre.

Dans une dernière partie, nous portons à l'attention de la Sous-Commission deux livres récents qui sont le fruit de nombreux entretiens avec des personnes ayant quitté le Cambodge depuis 1975 : Cambodge : année zéro, de François Ponchaud, et Murder of a Gentle Land, de John Barron et Anthony Paul.

Nous nous rendons bien compte que la Division des droits de l'homme peut se trouver dans l'impossibilité de traduire tous ces documents. C'est pourquoi nous les avons répartis en différentes parties précédées d'un index et nous souhaiterions qu'au moins la première partie soit traduite et soumise à la Sous-Commission aux fins d'examen. Cette partie contient des témoignages sur les violations des droits de l'homme au Cambodge recueillis auprès de réfugiés qui ont accepté que leur nom soit cité dans un document public, ainsi qu'un certain nombre de rapports émanant de notre Ambassade de Bangkok, qui font la synthèse de ces divers témoignages sur la situation générale au Cambodge.

Nous serions reconnaissants à la Division des droits de l'homme de bien vouloir mettre à la disposition de la Sous-Commission, en anglais (avec traduction en d'autres langues, si possible), le contenu des quatre parties pour que la Sous-Commission puisse l'examiner.

L'Ambassadeur
(Signé) William vanden Heuvel

INDEX 1/

PREMIERE PARTIE

A. ENTREREVUES ENTRE DES REFUGIES CAMBODGIENS ET UN FONCTIONNAIRE DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BURIRAM ET A SURIN (THAILANDE), EN JUIN 1978

Témoignage de Nien Thol*
Témoignage de Sam Damawong*
Témoignage de Thach Keo Dara*
Témoignage de Yim Sot Ronnachit*
Témoignage de Mat Yut Klin*
Témoignage de Sour Chheng*
Témoignage de Mon Sieu*
Témoignage de Keo Roeun*
Témoignage de Thu Hat
Témoignage de Sen Chul
Témoignage de Si Suot
Témoignage de Lon Heou
Témoignage de Srep Sarang
Témoignage de Khut Phay

B. EXTRAITS DE RAPPORTS ENVOYES PAR POSTE AERIENNE PAR L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BANGKOK : 1976-1977

Le récit de Pin Yathay : voyage d'un homme à travers le Cambodge
(26 octobre 1977)
Les conditions de vie au Cambodge (31 mars 1977)
Le Cambodge aujourd'hui : conditions de vie à l'intérieur du Cambodge
(21 septembre 1976)
Les conditions de vie dans la région de Mongkok Borey, au Cambodge
(26 mars 1976)

DEUXIEME PARTIE

A. AUTRES ENTREREVUES ENTRE DES REFUGIES CAMBODGIENS ET UN FONCTIONNAIRE DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BURIRAM ET A SURIN (THAILANDE), EN JUIN 1978

Témoignage de source A
Témoignage de source B
Témoignage de source C

1/ Faute de temps pour la traduction et la reproduction, seules certaines sections de la communication figurent dans le présent document. Elles sont signalées par un astérisque. Les autres sections seront à la disposition des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités dans la langue originale où elles ont été reçues.

Témoignage de source E

Témoignage de source F

Témoignage de source G

Témoignage de source H

Témoignage de source I

B. AUTRES EXTRAITS DE RAPPORTS TRANSMIS PAR CABLE OU PAR POSTE AERIEENNE PAR
L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BANGKOK : 1975-1977

Les conditions de vie dans le sud du Cambodge (25 janvier 1977)

Les conditions de vie dans la région de Sisophon, au nord-ouest du Cambodge
(1er novembre 1976)

Récit d'un soldat communiste khmer (6 octobre 1976)

Les conditions de vie à l'intérieur du Cambodge (31 mars 1976)

Angkor aujourd'hui (3 mars 1976)

Les conditions de vie au Cambodge (19 décembre 1975)

Le nouveau Cambodge : la vie dans les provinces (26 août 1975)

Un réfugié khmer quitte Phnom Penh (5 juin 1975)

TROISIEME PARTIE

Déclaration du Président Carter sur le Cambodge (21 avril 1978)

Observations de Warren Christopher, Sous-Secrétaire d'Etat, sur le Cambodge
(18 janvier 1978)

Les droits de l'homme au Cambodge : témoignages présentés devant le
Sous-Comité des organisations internationales du Comité des relations
internationales de la Chambre des représentants (3 mai 1977)

Les droits de l'homme au Cambodge : témoignages présentés devant le
Sous-Comité des organisations internationales du Comité des relations
internationales de la Chambre des représentants (26 juillet 1977)

Résolution 724 de la Chambre en date du 5 août 1977 : "Exprimant la profonde
inquiétude de la Chambre des représentants devant l'inobservation des
droits fondamentaux de l'homme au Cambodge."

Résolution 573, sans force de loi de la Chambre en date du 24 avril 1978

Quelques déclarations sur la situation au Cambodge consignées dans les
Actes du Congrès des Etats-Unis en 1978

QUATRIEME PARTIE

Cambodia, Year Zero, de François Ponchaud, publié par Holt, Rinehart et
Winston (1978)

Murder of a Gentle Land, de John Barron et Anthony Paul, publié par le
Reader's Digest (1977)

Carte du Kampuchéa démocratique.

PREMIERE PARTIE
(Extraits)

RAPPORT No 4

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BURIRAM (THAILANDE),
EN JUIN 1978

Témoignage de Nien Thol*

*Nien Thol, qui a environ 50 ans, est arrivé en Thaïlande le 19 mai 1978 en provenance de Sisaphon. Il avait travaillé pendant 20 ans à Phnom Penh dans l'administration des douanes. Après avril 1975, il a été forcé d'aller cultiver la terre dans la province de Battambang. Voici ce qu'il a déclaré :

Conditions de vie dans le Kampuchea démocratique. "Je ne crois pas que plus d'un tiers des anciens Cambodgiens soient encore en vie. Je ne crois pas que la race khmère puisse survivre. Les gens n'ont que peu à manger, rien que de la bouillie. Avant 1975, la province de Battambang pouvait produire assez de riz pour nourrir tous les Cambodgiens, et même en exporter. Maintenant, l'ensemble du pays n'en produit pas autant. Il n'y a pas de médicaments. Les gens sont sans force, sans énergie."

Administration et exécutions. "Dès le début, les Khmers rouges ont eu recours à la terreur et aux exécutions pour dominer le pays. Depuis lors, les gens n'osent pas les critiquer ni faire autre chose que travailler, sinon ils s'exposeraient à une mort certaine."

Tous les nouveaux Cambodgiens sont en voie d'élimination, les Bouddhistes, les intellectuels, les anticommunistes ainsi que les anciens soldats, les étudiants, les fonctionnaires, tous ceux qui ont été associés, même de loin, à l'ancien régime. Je me suis échappé parce que les Khmers rouges me soupçonnaient d'être un ancien fonctionnaire et qu'ils m'auraient certainement tué tôt ou tard. Je n'ai pas osé parler à mes enfants de mon départ, parce que les espions des Khmers rouges (chhlop) sont partout et qu'ils sont redoutables."

Droits de l'homme. "C'est une absurdité de parler de droits de l'homme et du citoyen au Cambodge dans les conditions actuelles."

* (Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public.)

RAPPORT No 10

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BURIRAM (THAILANDE),
EN JUIN 1978

Témoignage de Sam Damawong*

*(Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public).

Sam Damawong, 26 ans, est un étudiant originaire de Siem Reap. Il avait fait 11 ans d'études avant la victoire des Khmers rouges. Il s'est enfui en Thaïlande parce que, ancien étudiant, il craignait pour sa vie. Il est arrivé en Thaïlande le 14 juillet 1978. Voici ce qu'il a déclaré :

Conditions de vie dans le Kampuchea démocratique. "Les 345 personnes dont se composait mon village prenaient leurs repas ensemble. Beaucoup d'entre elles étaient des femmes et des enfants d'Oddar Meanchey, qui avaient été amenés au village en 1977. Les hommes s'étaient enfuis en Thaïlande en raison de la proximité de la frontière. Les Khmers rouges voulaient dégager la frontière afin d'empêcher de nouvelles fuites."

"Les rations alimentaires n'ont guère varié de 1975 à 1978. Nous recevions chacun environ une ou deux boîtes à conserve de riz par personne et par jour (de 250 à 500 g). Je pense que nous avons produit environ 3 tonnes de paddy à l'hectare pendant la période 1976-1978, bien que les Khmers rouges aient prétendu que, pour 1978, notre production avait atteint six tonnes à l'hectare. Nous travaillions comme des animaux. Si on ne travaillait pas, on n'avait rien à manger."

Système d'administration et discipline. "Pour une petite faute, on vous réprimandait et on vous supprimait votre ration alimentaire. A la troisième faute, on vous tuait. Pour une faute grave, comme de dire du mal du nouveau régime, on vous tuait immédiatement. Par exemple, si vous compariez le système communiste avec le système libéral, vous étiez passible de mort. Aucune faute grave n'a été commise dans mon village."

Au cours des réunions politiques, qui avaient lieu tous les dix jours, on pouvait seulement écouter. On ne pouvait ni critiquer ni faire des suggestions.

Exécutions. "Les anciens soldats du GRK ont été tués entre 1975 et 1978. En 1977, ils ont commencé à tuer des capitalistes, des étudiants, des moines et aussi des Chinois et des Vietnamiens, même s'ils parlaient cambodgien. On les tuait en les rouant de coups de bâton."

Le mari de ma soeur a été tué parce que c'était un ancien soldat du GRK.

J'ai souvent vu jeter des cadavres d'anciens soldats et d'autres personnes sur la place du marché pour servir d'avertissement aux autres habitants. D'habitude, il y en avait cinq ou six dans le marché. J'ai vu cela plus de dix fois. Ensuite, on ordonnait aux habitants de transporter les cadavres en décomposition dans les champs pour servir d'engrais."

J'ai surpris quelques propos échangés au cours d'une réunion où les cadres khmers rouges disaient aux 'anciens Cambodgiens' (ceux qui se trouvaient sous la domination des cadres khmers rouges avant avril 1975) que les 'nouveaux Cambodgiens'

(ceux qui se trouvaient placés sous le gouvernement de Lon Nol) étaient 'l'ennemi que l'on allait en fin de compte exterminer'. Je pense que dans les 90 % avaient déjà été tués dans mon village.

Un de mes amis, un 'ancien Cambodgien', qui travaillait pour les Khmers rouges depuis 1970, en était très mécontent. Il m'a prévenu que j'allais être tué parce que j'avais été étudiant.

Les droits de l'homme et du citoyen. "Les droits de l'homme ou les droits civils et politiques n'existent pas au Cambodge. Il n'y a aucun droit. Je n'arrive pas à m'imaginer quels droits politiques pourraient exister dans un tel système. Je ne sais rien du gouvernement central ni de ses politiques. On n'avait pas le droit de savoir."

RAPPORT No 11

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE DE
L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS A BURIRAM (THAILANDE) EN JUIN 1978

Témoignage de Thach Keo Dara*

*(Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public)

Thach Keo Dara, 20 ans, est un ancien étudiant originaire de Siem Reap. Il s'est enfui en Thaïlande le 7 janvier 1978. Voiri ce qu'il a déclaré :

Conditions de vie dans le Kampuchea démocratique. "Les gens du village recevaient une boîte à conserve de riz par jour en 1975. En 1976 et 1977, nous en avons reçu deux boîtes (500 grammes) de janvier à mai et une seule boîte (250 grammes) par jour de mai à décembre pendant la saison sèche, ce qui était insuffisant.

"Tous les jours on travaillait de 6 heures à 11 heures, de 13 heures à 17 heures et, pendant la saison sèche, de 18 heures à 23 heures, surtout les jeunes pour creuser des canaux et des fossés d'irrigation. Quand on ne travaillait pas dans les champs, on faisait des paniers ou des cordes. En 1975-1976, les jeunes n'ont pas eu un seul jour de congé. A partir de 1977, on nous a accordé un jour de congé tous les dix jours.

"Parfois, pendant mon jour de congé, je sortais avec mon amie. On ne nous permettait pas de montrer des signes d'affection, d'amour ou même d'amitié. Nous ne pouvions parler que du travail. Si l'on avait fait quoi que ce soit d'autre en 1975 et jusque vers le mois d'avril 1977, le chef du village nous aurait arrêtés et envoyés à 'Angka Leu' (être exécuté). Par la suite, la situation s'est légèrement détendue. Le chef du village pouvait arranger un mariage.

"Ma famille a été envoyée à Battambang. Je n'ai pas eu le droit de me mettre en rapport avec elle ni d'aller la voir depuis 1975. Le chef du village nous avait dit 'qu'aucun contact n'est autorisé'".

Système d'administration et discipline. "Mon village se composait d'environ 55 'anciennes' familles et de 30 'nouvelles' familles. Le chef du village était un 'ancien Cambodgien'. Tout le monde était traité de la même façon et devait faire le même genre de travail.

"Pour une faute mineure, par exemple si vous étiez en retard au travail, vous receviez un avertissement les deux premières fois, et, la troisième fois, on vous envoyait à 'Angka Leu' (exécutait). Pour une faute grave, par exemple si vous disiez du mal du régime communiste, on vous exécutait sur le champ. Si Angka vous donnait l'ordre de construire un barrage et que quelqu'un sabotait le projet d'une manière quelconque ou mettait en doute la sagesse d'une pareille entreprise, alors on l'envoyait à Angka Leu. J'ai connu quelqu'un du nom de 'Yom' qui avait l'habitude de poser des questions sur l'organisation du nouveau gouvernement. Au début de 1977, il a été 'envoyé à Angka Leu'. Mais, en général, on redoutait le gouvernement et on évitait d'en parler. On avait peur d'être exécuté".

Exécutions. "Je sais le cas de huit anciens soldate du GRK et deux policiers qui ont été arrêtés à la fin de 1976 et ont 'disparu'. D'anciens fonctionnaires ont eux aussi été tués au cours de la même période. J'ai connu deux étudiants de troisième année qui ont été 'envoyés à Angka Leu' en 1977. J'ai moi-même étudié pendant dix ans, mais les Khmers rouges ne le savaient pas. Leurs recherches se poursuivent en vue d'éliminer toutes sortes de personnes. Si je ne m'étais pas enfui en Thaïlande, j'aurais été tué par les Khmers rouges, car quelqu'un dans le village voisin leur avait dit que j'étais un ancien étudiant.

"J'avais un parent du nom de Kim Thai Long, le frère de ma mère, qui était un ancien soldat GRK. Il a été tué par les Khmers rouges. Un habitant du village de mon oncle a été témoin de son exécution. Il a été battu à mort à coups de bâton. Cela s'est passé en avril 1977. Mon oncle était un sous-lieutenant d'environ 28 ans. Il était marié, mais les Khmers rouges n'ont pas fait de mal à sa femme."

Droits de l'homme et du citoyen. "Dans mon village, il n'existait pas de droits de l'homme et du citoyen, étant donné que les gens devaient obéir aux ordres. On n'avait le droit de rien proposer, suggérer ou critiquer.

"Si un autre villageois vous volait votre riz, vous deviez en informer le chef du village. Celui-ci convoquait alors une réunion de l'ensemble des habitants du village pour décider en public des suites à donner. Au cours de cette réunion, le chef du village exposait ce qui était censé s'être passé et demandait alors aux habitants du village ce qu'il convenait de faire; dans mon village, le cas ne s'est pas produit. Les gens avaient trop peur de la mort pour commettre le moindre délit."

RAPPORT No 12

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE DE L'AMBASSADE
DES ETATS-UNIS A BURIRAM (THAILANDE), EN JUIN 1978

Témoignage de Yim Sot Ronnachit*

*(Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public.)

Yim Sot Ronnachit, 16 ans, avait fait six années d'étude dans sa ville natale de Siem Reap avant la prise du pouvoir par les Khmers rouges. Après le changement de régime, il est allé vivre dans le district de Pouk (Siem Reap) avec sa famille, sa mère, son père et ses six frères et soeurs. Il s'est enfui en Thaïlande le 1er mars 1978. Voici ce qu'il a déclaré :

"Les Khmers rouges nous ont forcés à travailler dans les rizières. Mon père était auparavant marchand de poissons à Siem Reap. Au début, nous vivions tous ensemble, mais dix jours après notre arrivée à Pouk, on nous a envoyés travailler, mon frère de 18 ans et moi, à environ 10 km de là. Pendant la saison des pluies, on nous employait à des travaux agricoles. Pendant la saison sèche, nous construisions des canaux et nous creusions des fossés. On travaillait de 6 heures à midi, puis de 13 heures à 17 heures. Pendant la saison sèche, on travaillait aussi le soir, de 19 heures à 21 heures.

Pendant la saison sèche, nous recevions du riz deux fois par jour, ce qui était insuffisant. Pendant la saison des pluies, nous ne recevions que de la bouillie de riz deux fois par jour, une seule boîte à conserve de riz (250 grammes) pour faire de la bouillie pour dix personnes, ce qui était également insuffisant. Les rations n'ont guère varié après 1975.

Les gens tombaient souvent malades par suite du manque de nourriture. Les malades allaient à l'hôpital où on leur administrait des médicaments à base de racines et d'écorces. La plupart d'entre eux sont revenus.

Nous sommes restés, mon frère et moi, à travailler dans cet endroit jusqu'en 1977. On nous a fait alors revenir au village où était ma famille (pour voir notre père et notre mère). Après avoir passé quelques jours dans notre famille, on nous a dit, à notre famille et à 26 autres (78 personnes en tout), que nous allions partir pour un autre endroit, à Kothasuou, également dans le district de Pouk.

Nous avons été escortés par 8 soldats khmers rouges. Après avoir travaillé pendant cinq jours à Kothasuou, on nous a donné l'ordre de nous rendre dans un autre endroit, près du Tonle Sap, pour planter du riz. Les soldats khmers rouges nous ont dit : "Allons tous ensemble à environ 5 km".

Après avoir marché un kilomètre jusqu'à Kang Sang Pi Doeun, les Khmers rouges nous ont dit : "Tout le monde doit s'arrêter ici. Tous les hommes iront devant pour construire des maisons." Au bout d'une heure environ, les Khmers rouges ont emmené séparément deux petits groupes de 10 à 15 personnes composés des membres d'une ou plusieurs familles. Les Khmers rouges disaient : "Allons dans un nouvel endroit". Tandis qu'ils attendaient, les femmes et les enfants avaient très peur et pleuraient.

Puis ma famille a reçu l'ordre de partir avec trois autres familles. Trois Khmers rouges nous ont emmenés dans un endroit où se trouvaient déjà 12 autres personnes. Ils ont braqué leurs fusils sur nous et nous ont attachés les uns aux autres. Il y avait un vieillard, un autre homme et, pour le reste, des femmes et des enfants. Nous pouvions voir que tous les autres avaient été tués. J'ai vu le cadavre de mon père dans le tas. Les Khmers rouges nous ont dit : "Vous allez être tués parce que vous êtes dans l'erreur". On nous a donné l'ordre de nous asseoir par terre, puis les Khmers rouges ont commencé à nous taper dessus à coups de gros bâtons et de houes. Ils ont battu cinq ou six personnes avant moi. Alors ils m'ont donné des coups sur la nuque et sur le dos. Je me suis évanoui. Ils ont pensé que j'étais mort.

J'ai passé une autre nuit dans la forêt. Ma tête me faisait terriblement mal. Même maintenant, quand il fait chaud, j'ai mal du cou à la tête. Au bout de deux nuits, j'ai vu un homme de mon village. Il m'a appris qu'un autre groupe allait être tué. Nous avons décidé de fuir ensemble. Je ne savais pas où nous allions. Quelques "nouveaux Cambodgiens" que nous avons rencontrés nous ont donné un peu de riz. Après deux jours de marche, nous avons rencontré deux autres personnes que nous connaissions, tous deux des paysans que les Khmers rouges avaient voulu tuer. Nous avons marché dans la forêt pendant deux semaines avant d'arriver en Thaïlande le 1er mars.

Je n'arrive pas à m'imaginer pour quelle raison les Khmers rouges voulaient tuer 27 familles. Nous étions de "nouveaux Cambodgiens" (c'est-à-dire que nous n'étions pas sous la domination des Khmers rouges avant avril 1975) de la ville, et les Khmers rouges n'aiment pas les gens des villes. Tandis que je travaillais dans les rizières avec mon frère, j'ai entendu les Khmers rouges dire : "Tous les nouveaux Cambodgiens sont des ennemis". Sur les 77 qui ont été tués, tous étaient de "nouveaux Cambodgiens". Jamais auparavant les Khmers rouges ne nous avaient causé d'ennuis, ni à moi, ni à ma famille.

Tous les membres de ma famille ont été tués. Voici leurs noms :

Yim Khun Nung, 43 ans, mon père

Seng Cham, 44 ans, ma mère

Yim Sot Noren, 20 ans, mon frère

Yim Sot Ronnachot, 13 ans, mon frère

Yim Sot Nisay, 10 ans, mon frère

Yim Sot Moniki, 9 ans, mon frère

Yim Sot Seihavirak, 6 ans, mon frère."

RAPPORT No 13

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS, A BURIRAM (THAILANDE)
EN JUIN 1978

Témoignage de Mat Yuk Klin*

*(Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public)

Mat Yuk Klin, 33 ans, originaire de la province d'Oddar Meanchey, avait servi dans l'armée du GRK pendant cinq ans et avait atteint le grade de sergent. En avril 1975, on lui dit de devenir cultivateur. Il s'est enfui en Thaïlande le 18 mars 1978. Voici ce qu'il a déclaré :

Conditions de vie dans le Kampuchea démocratique. "Pour les 800 personnes de notre village, nous recevions 18 boîtes à conserve de riz par jour, ce qui était très insuffisant. Nous n'avions que des médicaments de type traditionnel, qui ne produisaient aucun effet."

"Notre village était situé à 65 km de la frontière thaïlandaise, mais la patrouille chargée de surveiller la frontière avait ses quartiers dans notre village. Il ne restait que quelques soldats dans le village pendant que le reste était occupé à patrouiller le long de la frontière. Les soldats adoptaient une attitude très menaçante à l'égard de la population qui, pourtant, travaillait très dur pour eux. On vous tuait pour la moindre faute. Je n'ai jamais effectivement vu tuer personne, mais j'en ai entendu parler. Si vous commettiez une légère faute, la première fois on vous donnait un avertissement, et la seconde fois on vous tuait."

Exécutions. "Trois jours avant de m'enfuir en Thaïlande, 25 familles de près de chez moi (60 à 70 personnes) ont été emmenées et tuées. Elles avaient toutes été associées à l'ancien gouvernement."

"En 1975-1977, on disait aux anciens soldats et fonctionnaires de mon village de ne pas s'inquiéter et de ne penser qu'à travailler. Mais à partir de novembre et de décembre 1977, les Khmers rouges ont exhibé des listes et ont commencé à éliminer les anciens soldats et fonctionnaires."

"Dix-huit familles de 40 personnes du collectif voisin ont été emmenées et tuées le 14 mars 1978. J'ai appris que la même chose devait arriver à mon propre collectif. Je me suis enfui en Thaïlande."

"Les anciens étudiants et enseignants de mon village n'ont pas encore fait l'objet de mesures d'exécution."

Droits de l'homme et droits civils et politiques. "Droits de l'homme ou système judiciaire étaient choses inconnues dans mon village. Il n'y avait que deux droits dans mon village - celui de travailler et celui d'être assassiné."

RAPPORT No 14

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS, A BURIRAM (THAILANDE)
EN JUIN 1978

Témoignage de Sour Chheng*

*(Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public)

Sour Chheng, 28 ans, est arrivé en Thaïlande le 13 octobre 1977, en provenance du district de Stung de Kompong Thom. Il avait décidé de venir en Thaïlande parce que, a-t-il dit, "on m'avait attaché pour me tuer". Il avait été, de 1973 à 1975, sous Lon Nol, conducteur de cyclopousse et fantassin. Après, il est devenu paysan. Voici ce qu'il a déclaré :

Conditions de vie dans le Kampuchea démocratique. "Pendant environ quatre mois de l'année, quand nous travaillions le plus dur à la construction de barrages, nous mangions du riz. On nous en donnait environ une boîte à conserve et demie par jour (375 grammes). Le reste du temps, nous mangions de la bouillie de riz et nous recevions dix boîtes de riz pour nourrir environ dix personnes deux fois par jour (250 grammes par personne).

"Nous pouvions circuler d'une maison à l'autre pendant la journée, mais pas la nuit. On avait très rarement le temps de voir des amis du fait qu'on travaillait très dur. Nous travaillions tous les jours de 5 heures à midi et de 13 heures à 17 heures et, parfois, le soir de 19 heures à 21 heures, à décortiquer du riz ou à faire d'autres petits travaux."

"Parfois, en travaillant, nous pouvions entendre Radio Phnom Penh, que le chef du village diffusait à l'aide d'un haut-parleur."

"Nous pouvions demander la permission de nous rendre d'un endroit à un autre, par exemple pour soigner un parent malade. Mais ces déplacements étaient très rares."

Système de discipline. "Si un nouveau Cambodgien voulait quelque chose à manger, il disparaissait, ce qui veut dire qu'il était tué par les Khmers rouges. S'il s'agissait d'un ancien Cambodgien, on se contentait de le réprimander. Il n'est rien pardonné aux nouveaux Cambodgiens. J'avais un voisin du nom de M. Min, un nouveau Cambodgien, qui avait échangé quelques vêtements pour des pommes de terre en 1977. Les Khmers rouges ont prétendu que M. Min avait volé les pommes de terre. Il a été arrêté et a disparu."

Exécutions et droits de l'homme. "J'étais conducteur de cyclopousse et paysan avant la prise du pouvoir par les Khmers rouges. Ceux-ci m'ont dit d'aller vivre à Stung, dans la province de Kompong Thom. On m'a dit alors d'aller à Kompong Cham, puis de retourner à Stung. Un jour, les Khmers rouges ont déclaré que tous les hommes devaient s'inscrire auprès du chef de district. Quand nous sommes arrivés au bureau du district, les Khmers rouges ont braqué leurs fusils sur nous et nous ont attachés. S'ils avaient voulu que nous allions ailleurs, ils nous l'auraient dit et ne nous auraient pas attachés. Ça se passait en octobre 1977. J'ai vu environ 35 hommes attachés, dont je savais qu'ils étaient tous de nouveaux Cambodgiens parce qu'ils vivaient là depuis peu. Je connaissais personnellement quatre ou cinq d'entre eux. L'un était maître

d'école et les quatre autres, cultivateurs. Les anciens Cambodgiens ne sont pas forcés de se déplacer. Cinq personnes étaient attachées à l'aide d'une seule corde. Alors qu'on nous emmenait pour être tués, j'ai lentement défait le noeud qui nous reliait et qui se trouvait à ma hauteur. Pendant que les trois Khmers rouges essayaient de faire hâter le pas au groupe, j'ai pris la fuite et me suis échappé.

"Je savais que les Khmers rouges voulaient me tuer, parce qu'après nous avoir attachés, ils nous ont dit que nous étions tous au moins coupables d'avoir appartenu aux unités de défense locale (sous l'ancien gouvernement) et que nous n'étions pas uniquement des coolies et des paysans comme nous le prétendions. En fait, cela concernait tout le monde puisque, sous le régime de Lon Nol, tous les habitants des zones rurales étaient organisés en unités de défense locale. J'avais appris, la première fois qu'on m'avait emmené à Stung, à ne pas avouer que j'avais été dans les forces armées, car les soldats qui avouèrent en 1975 l'avoir été, furent immédiatement tués, même les fantassins et les appelés.

"Parmi les 35 personnes qui ont été tuées cette nuit-là, se trouvaient des enfants de 12 à 14 ans."

RAPPORT No 15

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS, A SURIN (THAILANDE),
EN JUIN 1978

Témoignage de Mon Sieu*

* (Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public)

Mon Sieu, 30 ans, originaire de la province de Siem Reap, s'est enfui de la province d'Oddar Meanchey le 15 juin pour gagner la Thaïlande. Voici ce qu'il a déclaré :

Conditions de vie dans le Kampuchea démocratique. "J'ai été forcé, avec 104 autres familles, de quitter ma province natale de Siem Reap pour le Collectif de Kouk Pongro, district de Cheng Kal, dans la province d'Oddar Meanchey. Je me suis enfui en Thaïlande le 15 juin de cette année, parce que je ne pouvais plus supporter la persécution des populations qui est le sort commun au Cambodge.

"En 1975-1978, la plupart du temps, nous avions assez de riz à manger pendant la saison de la récolte. Le reste du temps, nous avions de la bouillie de riz à manger dans des salles à manger collectives. Nous nous servions à même un grand chaudron. Nous avions rarement assez à manger. La bouillie était habituellement salée et, parfois, mais pas très souvent, on y ajoutait un poisson.

"Nous devions nous réveiller à 4 h du matin et on nous forçait à travailler tout de suite sans rien manger jusqu'à midi. A midi, nous mangions dans la commune et nous retournions immédiatement au travail sans avoir le temps de nous reposer. Nous travaillions jusqu'à 16 h 30, puis nous dînions. De temps en temps, on avait un deuxième bol de bouillie pour le dîner. Après le repas, nous nous reposions. Nous n'avions le droit d'aller nulle part, sauf ceux qui étaient de patrouille.

"Nous construisions nous-mêmes nos maisons (3 mètres sur 3) en utilisant des pieux. Elles étaient toutes de la même taille, quel que soit le nombre des membres de la famille.

"Il y avait, à Kouk Pongro, un "docteur révolutionnaire" du nom de Boeut. C'était, lui aussi, un paysan que le chef du village avait nommé docteur. Boeut n'avait aucune formation, il devait simplement aller à Cheng Kal de temps en temps pour y chercher des herbes médicinales. Les médicaments de Boeut, pas plus que son art, ne guérissaient rien. Nous avions de nombreux cas de paludisme, de dysenterie et de bérubéri. Deux personnes sont récemment mortes de maladie. Le taux de mortalité infantile n'était pas très élevé, mais il y avait moins de naissances qu'auparavant. Il y en avait encore beaucoup, mais les enfants étaient tous très maigres.

Système d'administration et discipline. "Il n'y avait pas de soldats khmers rouges dans le collectif, mais il y en avait quelques-uns à Cheng Kal. Il y avait six administrateurs civils : le chef du "Sangkat" (collectif), son assistant, le chef du village, son adjoint et le "membre" (deuxième adjoint). A la tombée de la nuit, les soldats en patrouille et les espions (chhlop) de Cheng Kal entraient dans le village et se cachaient sous les maisons pour écouter ce que les membres des familles se disaient les uns aux autres. Quand les administrateurs civils doivent exécuter quelqu'un, ils font venir les soldats au village.

"Aux réunions de village, le chef du village réprimandait habituellement les gens au sujet de leur travail. Si vous travailliez lentement, on vous critiquait et on vous accusait d'être un saboteur. Pendant les réunions, on n'avait le droit que d'écouter. On ne pouvait rien critiquer, suggérer ou proposer. Personne n'osait même parler. Il régnait une atmosphère de peur et de terreur dans le village. Personne n'osait rien faire à moins d'en avoir reçu l'ordre. Dans la famille et entre amis très proches, on parlait. Personne ne faisait confiance à ses voisins, si bien qu'il ne vous serait pas venu à l'idée de discuter de révolte contre le gouvernement.

"Si vous aviez des ennuis, si vous étiez brimé par exemple, ou si l'on vous prenait votre nourriture, vous pouviez en principe en référer aux responsables du village. En fait, les gens avaient trop peur pour se disputer ou se faire du tort entre eux.

"Les délits, le plus souvent, c'est d'arriver en retard au travail. Parfois, si une seule personne est en retard à son travail, le chef du village convoque une réunion pour la réprimander. Le village est alors critiqué publiquement. La troisième fois que l'on arrive en retard, c'est l'exécution. Nous avons vu emmener de nombreuses personnes pour être tuées. Mes amis ont vu de leurs propres yeux tuer des gens. Le mois dernier, un villageois a été exécuté pour cause de retard.

"Outre les retards, on vous punit aussi si vous vous plaignez de la nourriture ou de la manière dont on vous nourrit. Si les espions vous entendent vous plaindre, vous êtes "finis" (exécutés). On ne peut pas se plaindre de l'insuffisance de la nourriture, de son manque de goût, du manque de sel ou de la mauvaise cuisson. Pour une seule erreur de ce genre, on peut vous exécuter.

"On nous mettait aussi en garde contre les relations sexuelles avant le mariage. Il n'était pas question d'avoir des relations sexuelles à moins de se marier. On ne connaissait, dans notre village, aucun cas de relations sexuelles avant le mariage.

"La notion de 'peine légère' est inconnue dans le Cambodge d'aujourd'hui. Ou bien vous recevez un avertissement au cours d'une réunion, ou on vous exécute. On ne nous battait jamais; c'était purement et simplement l'exécution.

Exécutions. "Mon ami a vu tuer trois villageois. Ils ont été emmenés dans un autre collectif à Cheng Kal. De nombreux trous avaient déjà été creusés dans le sol. Quatre soldats khmers rouges ont donné l'ordre aux villageois de s'agenouiller devant les trous. Ils se sont mis alors à les frapper sur la tête à coups de bâton de bambou. Les paysans sont tombés dans les trous.

"Mon frère Moeun a été tué récemment. Moeun, qui avait 25 ans, avait été moine. Les Khmers rouges l'avaient employé comme maître d'école pour les petits. Ce sont des voisins qui m'ont appris sa mort après mon arrivée en Thaïlande. Je n'en sais pas la cause, ni si ma fuite en Thaïlande y était pour quelque chose.

RAPPORT No 16

ENTREVUE ENTRE UN REFUGIE CAMBODGIEN ET UN FONCTIONNAIRE
DE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS, A SURIN (THAILANDE),
EN JUIN 1978

Témoignage de Keo Roeun*

* (Le réfugié a accepté qu'il soit fait usage de son nom dans un document public)

Keo Roeun, 39 ans, s'est enfui de la province d'Oddar Meanchey pour gagner la Thaïlande avec le même groupe que Mon Sieu. Il était présent à l'entrevue avec Mon Sieu et a déclaré qu'il était d'accord sur les détails concernant les conditions de vie, l'administration, etc., mais il a ajouté ce qui suit :

"J'ai vu emmener trois paysans de Pongro le mois dernier, parce qu'ils étaient en retard pour le travail. J'ai vu aussi emmener dans des champs près de Pongro des paysans du collectif voisin. On les a battus à coups de bâton, et leurs corps sont tombés dans des trous déjà creusés. Au cours de la dernière saison sèche, lorsqu'on m'a envoyé à des travaux de défrichement, j'ai vu en route de nombreux cadavres, à Baok Mek, sur la route qui mène de Cheung Tien à O Chik. Tous les vêtements avaient été enlevés, des chiens et des cochons sauvages étaient en train de dévorer les cadavres qu'on avait à peine enterrés dans des tombes peu profondes. Il y avait environ cinquante trous. Chaque trou contenait plus d'un cadavre."